

# L'actualité de la recherche en sciences sociales et humaines en Afrique : prospectives et perspectives

*Abel Kouvouama*

---

**Résumé.** Cet article propose une réflexion sur l'actualité de la recherche en Afrique dans le domaine des sciences sociales et humaines. Les rencontres scientifiques régulières avec des collègues dans les sociétés africaines, les discussions avec des collègues dans nos différents réseaux interdisciplinaires de sciences sociales et humaines en Afrique et en Europe, ainsi que les publications en partage justifient une telle témérité. Peut-on penser l'Afrique du dedans et du dehors ? A partir de mon vécu historique mouvementé et ma pratique scientifique, comment analyser les faits sociaux sans être taxé d'afrocentrisme ? Je partirai de cette pétition de principe d'après laquelle, l'espace de production des savoirs scientifiques sur les sociétés est aussi, sinon souvent l'espace d'expérimentation sociale du chercheur. Dans la discontinuité historique antécoloniale, coloniale et postcoloniale en Afrique subsaharienne, quelles alors sont les modalités de formations des subjectivités politiques, économiques, sociales, culturelles et religieuses observables par l'anthropologue ? Quels sont les outils théoriques utilisés pour penser les productions africaines de la modernité ? Telle est la centralité de mes questionnements sans cesse renouvelés à la faveur des changements sociaux étudiés à partir du terrain congolais et du terrain français.

**Mots-clés :** actualité, savoirs scientifiques, formation des subjectivités, modernité africaine

## Introduction

Je me propose dans cet article de réfléchir sur l'actualité de la recherche en Afrique dans le domaine des sciences sociales et humaines. Faire un tel travail synthétique d'archéologie des savoirs en Afrique subsaharienne peut paraître présomptueux, voire téméraire, car il constitue une véritable gageure. Cependant les rencontres scientifiques régulières avec des collègues aussi bien dans les sociétés africaines en présentiel<sup>1</sup> et en

---

1. A titre d'exemple, citons, les récents colloques internationaux de philosophie auxquels j'ai pris part, d'abord sur le thème, *Tanella Boni, l'universitaire, la féministe, la citoyenne du monde*, organisé du 3 au 5 novembre 2022 à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire) ; puis sur le thème, «*Philosophie, culture et société*» les 29 et 30 novembre 2023 en hommage au professeur Yacouba Konaté à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Par ailleurs, Le manuel interafricain de philosophie que nous (Danièle Dona-Fologo, Souleymane Bachir Diagne Yacouba Konaté et Abel Kouvouama), avons rédigé depuis les années 90 paraîtra en 2024

distanciel<sup>1</sup>, les discussions régulières avec des collègues dans nos différents réseaux interdisciplinaires de sciences sociales et humaines en Afrique et en Europe, ainsi que les publications en partage justifie une telle témérité. Surtout que la multiplication des nouvelles techniques de l'information et de la communication, une des dimensions institutionnelles de la modernité, selon le sociologue Anthony Giddens, a fortement réduit la distance entre les continents et les individus ; de même la crise sanitaire mondiale que l'on vit depuis 2020 a montré que le monde se réduit à un village global. Ce qui nous a incité à produire un ouvrage collectif paru en mars 2021 aux Presses universitaires de Pau et des Pays de l'Adour, en posant la question à savoir, «Comment concevoir et soigner avec les incertitudes ? ». Les regards pluridisciplinaires, dont ceux des sciences sociales et humaines, portés par des professionnels venant de tous les horizons, apportent des éclairages dans la compréhension systémique de la problématique de la pandémie de la Covid-19 ; cela en capitalisant toutes les ressources humaines, médicales, technologiques et sociales pour une prise en charge efficiente de la pandémie, ainsi que pour un éveil des consciences afin de continuer à faire humanité ensemble.

## Considérations épistémologiques

Je pars de l'idée que toutes les sociétés humaines quelles qu'elles soient sont en réalité toujours en mouvement<sup>2</sup>. Une telle affirmation émise naguère dans les années 1950 pour les sociétés africaines avait suscité des appréciations contradictoires. Pour certains observateurs et analystes, cela relevait de l'évidence, puisque toute société étant soumise à un perpétuel renouvellement de ses structures du fait de l'avancée des sciences et des techniques, signe du progrès réalisé dans le domaine des savoirs et des savoirs-faire. Pour d'autres, toutes les sociétés ne sont pas en mouvement, parce que certaines seraient «arriérées», «archaïques», et à mentalité prélogique ; elles seraient ainsi vouées à l'immobilisme et n'auraient pas d'histoire. Tout au plus leur mise en mouvement résulterait de l'intervention extérieure qui y aurait introduit la raison, la technique, la science et la religion. Par la suite, d'autres analyses plus objectives et plus critiques seront faites à l'instar de celles du sociologue Georges Balandier<sup>3</sup> et des historiens Cheikh Anta Diop<sup>4</sup> et Catherine Coquery-Vidrovitch<sup>5</sup> ; elles mettront en relief la complexité des phénomènes sociaux étudiés, particulièrement dans les sociétés africaines au sud du Sahara. C'est pourquoi, je partirai de cet ensemble d'énoncés à valeur épistémologique et historique :

Premièrement, il existe une pluralité de regards sur les sociétés africaines aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique. Ces regards rassemblent, à partir de l'idée d'Afrique et de son désir, trois ordres de courants reposant tantôt sur des idées reçues ; tantôt sur des

- 
1. Citons quelques participations à des colloques en distanciel, notamment : à l'Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, du 2 au 3 juin 2022 sur le thème, «Le changement numérique en Afrique» ; à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, du 23 au 25 novembre 2022 sur «L'éthique et les enjeux de la formation professionnelle».
  2. Abel Kouvouama, *L'anthropologie dans un monde en mouvement. Le lointain et le proche*, Paris, Ed. Paari, 2015.
  3. Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, PUF, 1955.
  4. Cheikh Anta Diop, *Antériorité des civilisations nègres. Mythe ou vérité historique ?* Paris, Présence Africaine, 1965.
  5. Catherine Coquery-Vidrovitch, *Le Congo au temps des compagnies concessionnaires, 1898-1930*, Paris, Editions de l'EHESS, 1972 ; *Afrique noire : permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1985.

représentations imaginaires ; ou encore de manière plus concrète, sur des réalités vécues ; à savoir, celles des territoires à la fois scandaleusement riches en ressources du sol et du sous-sol qui ne profitent pas toujours à la majorité des populations exploitées. Tous ces trois regards participent, dans leurs aspects contradictoires, de «l'invention de l'Afrique», pour reprendre l'expression de Valentin Mudimbé.

Deuxièmement, les sociétés coloniales et les sociétés colonisées font partie d'une même matrice historique de laquelle peuvent se lire aussi bien le phénomène de domination coloniale que de contestation de l'ordre colonial par les populations africaines ; en d'autres termes, ce sont des totalités socio-politiques enchevêtrées dont le dénominateur commun est l'avant et l'après «situation coloniale», selon le mot de l'anthropologue Georges Balandier<sup>1</sup>. Il s'agit présentement de voir comment s'inventent aujourd'hui cette Afrique dans le champ des sciences sociales et humaines à travers de nouvelles approches méthodologiques.

Troisièmement, on peut partir de l'analyse plurielle des sociétés africaines pour avancer ces idées directrices : qu'au-delà de l'unité du concept de «société africaine» subsaharienne (au singulier) qui tente de souligner pour la plupart d'entre elles, la même expérience historique du fait colonial (l'exception de certaines comme l'Ethiopie), les sociétés africaines sont plurielles dans leur historicité concrète. Ainsi, en tenant compte de l'histoire mouvementée de l'Afrique du fait des dominations esclavagiste et coloniale, on peut considérer comme grille de lecture adéquate de l'histoire discontinue des sociétés africaines coloniales et postcoloniales, celle du blocage du processus d'évolution de ces sociétés du fait de la surimposition coloniale, ainsi que de télescopage des logiques rationnelles exogènes et endogènes qui inclinent à parler d'un enchevêtrement des «régimes d'historicités», des croyances, des pratiques et des systèmes dans les différentes recompositions sociales, économiques, culturelles et politiques. J'emprunte à l'historien Jacques Revel de l'EHESS, la notion de «régime d'historicité» qui désigne, «l'ensemble des rapports qu'un acteur social collectif ou une pratique sociale – comme l'histoire – entretient avec le temps, ainsi que de la manière dont ces rapports sont engagés dans un présent qui peut être celui de la mémoire, de l'action, du savoir. De façon plus précise et plus opératoire, la notion peut permettre d'articuler ensemble trois registres : la construction d'un rapport au temps historique ; les modalités cognitives d'un savoir sur le passé ; les formes dans lesquelles ce savoir peut s'énoncer»<sup>2</sup>.

## **Questionner les sciences sociales et humaines en Afrique : quelques approches méthodologiques**

Quel que soit le lieu géographique de leur interrogation, les sciences sociales et humaines, appelées également sciences de l'homme et de la société, ont une même tâche analytique

1. «Toute étude concrète des sociétés affectées par la colonisation s'efforçant, à une saisie complète ne peut cependant s'accomplir que par référence à ce complexe qualifié de situation coloniale. C'est en approfondissant l'analyse de cette dernière, en repérant ses caractéristiques selon le lieu de l'enquête, en examinant les mouvements qui tendent à sa négation qu'il devient possible d'interpréter et de classer les phénomènes observés. Cette reconnaissance de la situation résultant des rapports entre la société coloniale et la société colonisée requiert du sociologue un continuel effort critique le mettant en garde contre les risques d'une observation trop unilatérale» (G. Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire, dynamique sociale en Afrique*, Paris, PUF, 1<sup>ère</sup> édition 1945, 2<sup>ème</sup> édition 1963, p. 364).
2. Jacques Revel, Les sciences historiques, in Jean-Michel Berthelot (dir.), *Epistémologie des Sciences sociales*, Paris, PUF, 2001, p. 33.

comme le précise l'anthropologue Maurice Godelier ; celle-ci consiste, «à analyser les conditions de production et de transformation sociale de l'humanité sous ses formes collectives et individuelles (...). Pour cela, les sciences sociales et humaines doivent reconstruire les faits, c'est-à-dire leur donner un sens dans le champ d'une théorie, d'un système d'hypothèses, ce à partir d'un ensemble de procédures d'examen, de méthode d'analyse. Elles doivent ensuite suivre l'évolution de ces faits, déterminer la nature des transformations observées en appréhendant non pas des événements singuliers et dispersés, mais des séries au sein desquelles ceux-ci prennent place et trouvent sens»<sup>1</sup>. Ainsi l'archéologie, l'anthropologie, l'histoire, l'histoire de l'art, l'architecture, la sociologie, la géographie, la littérature, le droit, la science politique, la linguistique, les arts, la musique, etc., font bel et bien partie les sciences de l'homme et de la société.

Le travail réflexif et méthodologique consiste alors à observer, à fouiller, à enquêter, à accumuler les données matérielles et immatérielles, à les analyser et à les interpréter afin de dégager des lois générales sur l'humain en prenant en compte dans la longue durée, les singularités appréhendables et comparables d'une société à l'autre, voire d'un territoire à l'autre, cela aux échelles locales, nationales et internationales. La place réservée accordée au terrain de recherche doit être primordiale, même dans les situations de crises multiples. Et pour peu que l'on s'interroge sur ce que c'est que la crise, on est pris dans le vertige des situations. On conviendra avec Edgar Morin pour dire que le concept de crise, du grec *krisis* renvoie dans un premier sens, au diagnostic d'une maladie au moment où des symptômes de telle ou telle affection apparaissent et permettent aux médecins de dire qu'il s'agit de la rougeole ou de la grippe. Dans un second sens tel qu'on l'entend aujourd'hui signifie au contraire la difficulté de faire un diagnostic, donc indique une incertitude comme dans une crise économique. Par contre, lorsque l'on se réfère à la notion de régulation cybernétique (*feed-back* négatif), la crise signifie que le dispositif de régulation ne fonctionne plus correctement et qu'une déviance apparaît dans le cours normal des événements et des choses. Cependant,

dans les systèmes vivants, en particulier humains et sociaux, la déviance provoquée par la crise pouvait permettre une nouvelle organisation (...) Une crise a donc des potentialités négatives de régression et de destruction, et des potentialités positives qui, grâce à l'imagination créatrice, permettent de trouver de nouvelles solutions<sup>2</sup>.

En somme, la crise dans une société suscite,

deux processus contradictoires. Le premier stimule l'imagination et la créativité dans la recherche de solutions nouvelles. Le second est soit la recherche du retour à une stabilité passée, soit l'adhésion à un salut providentiel, ainsi que la dénonciation ou l'immolation d'un coupable. Ce coupable peut avoir fait les erreurs qui ont provoqué la crise, ou il peut être un coupable imaginaire, bouc émissaire qui doit être éliminé<sup>3</sup>.

De manière rigoureuse, il s'agit aussi de maîtriser les outils théoriques de la démarche scientifique dans sa discipline, de faire à travers les enquêtes de terrains proches ou lointains, l'expérience de l'altérité dynamique. S'agissant du mot terrain, je l'emploie pour désigner,

- 
1. Maurice Godelier, *Les sciences de l'homme et de la société en France, analyse et propositions pour une politique nouvelle*, Paris, La Documentation française, 1982, p. 21.
  2. Edgar Morin, *Pour une crisologie*, Paris, Editions de L'Herne, 2016, pp. 5-7
  3. Edgar Morin, *Un festival d'incertitudes, Tracts de crises, N° 54*, Paris, Gallimard, avril 2020, p. 8.

aussi bien des terrains de recherche territorialisés que déterritorialisés ; en ce sens que j'appréhende la question du ou des terrains du chercheur en lettres, sciences humaines et sociales comme une question en retour de sens sur l'épistémè et les paradigmes auxquels il recourt pour produire du savoir scientifique nécessitant le plus souvent des ruptures épistémologiques.

L'expérience du terrain du chercheur met en relation trois ordres de rapports : son rapport avec le lieu de recherche qu'il soit physique, matériel, immatériel ou textuel ; son rapport avec les outils de la recherche ; et son rapport avec la temporalité de la recherche. Ces rapports révèlent des pratiques spécifiques dans la production des données, des logiques d'action, des contraintes et des représentations variées qui se singularisent par un discours territorialisé et/ou déterritorialisé, donnent à lire les dynamiques d'échanges et de confrontations à travers des parcours de connaissance, de reconnaissance et d'interconnaissance subjectives. Cela permet au chercheur en sciences sociales et humaines tour à tour de décrire, les modes particuliers de production des données dans un va-et-vient entre terrain-théorie-terrain ; l'activité immersive (observation participante), le recueil du corpus (archives, documents divers), et les procédés dialogiques (le rapport de l'anthropologue aux autres interlocuteurs) ; enfin, l'analyse interprétative des données recueillies, les codes intellectuels, culturels et affectifs, ainsi que la réflexivité qui s'y trouvent induits.

C'est pourquoi, l'une des approches méthodologiques des sciences sociales et humaines pour l'analyse des constructions historiques des sociétés africaines subsahariennes consiste à appréhender la question de l'organisation sociale de ces sociétés sous la double articulation des logiques individuelles et des logiques communautaires de solidaires en s'appuyant aussi bien sur le contrat social que sur l'appartenance à une parenté de sang et d'alliance matrimoniale. En considérant la notion de solidarité dans sa double dimension mécanique et organique comme un analyseur du social et à travers les formes anciennes de solidarités, je mets alors en relief les formes contradictoires de reconnaissance et de solidarité, à la fois de l'individu par le groupe et du groupe par l'individu. Ces formes laissent se décliner deux modes d'invention du sujet individuel et du sujet collectif. Ainsi, nous pouvons appréhender les types d'entraide sociale et les formes solidaires dans les groupes restreints d'appartenance et leurs réseaux communicationnels. Ces solidarités de type horizontal se sont construites au sein des familles restreintes et élargies aussi bien dans les villes que dans les campagnes africaines à partir des relations de parenté, du partage des valeurs, des croyances et des représentations communes. Quant aux relations de solidarité de type vertical, elles se créent notamment sur les lieux de travail et dans les entreprises petites, moyennes et grandes à partir de l'organisation de la division du travail social (E. Durkheim, 1893), de la différenciation sociale et de la spécialisation des fonctions, sans pour autant évacuer la concurrence et la compétition individuelle.

## **Prospectives de la recherche dans le champ des sciences sociales et humaines en Afrique via le CODESRIA**

Cette partie de mon texte a surtout un caractère informationnel qui fait une synthèse en relai des informations détaillées qui se trouvent sur le site du CODESRIA à Dakar (Sénégal)<sup>1</sup>.

Cette année, le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) célèbre son 50<sup>ème</sup> anniversaire. Au cours de ses 50 ans d'existence,

1. <https://codesria.org> (2023/07).

le Conseil s'est efforcé, dit-il, «de soutenir les chercheurs africains dans la production de connaissances et à faire entendre les voix africaines dans les débats mondiaux sur les questions d'intérêt pour l'Afrique et les africains du monde entier», par l'étude des tendances mondiales, leurs implications et leur impact sur l'Afrique, par la mise en œuvre de programmes et d'interventions qui aident les universitaires et les intellectuels à partager leur expertise et leurs idées sur la manière d'aborder ou de rendre ces tendances intelligibles pour les africains et non africains ayant un véritable intérêt pour l'Afrique et son avenir. L'un de ces ensembles d'interventions a été le développement et l'organisation d'instituts thématiques annuels ciblant la jeune génération d'universitaires dans les universités africaines. Conçus comme étant des activités essentielles au renforcement de capacités des universitaires africains à s'engager et à intervenir dans des domaines thématiques où le Conseil a identifié des lacunes, les instituts ont été organisés sur une période allant de deux semaines à un mois et demi. Sous la direction d'un éminent universitaire, les instituts annuels ont réuni des lauréats dans une série d'engagements (conférences, forums politiques et débats) qui aboutissent à la production d'articles scientifiques ou de notes d'orientation par les lauréats dont les travaux sont ensuite publiés et diffusés dans divers supports de publication du CODESRIA (*Bulletin du CODESRIA ; Afrique & Développement*, la revue du CODESRIA ; ou bien la Série de livres du CODESRIA).

Bien que, le nombre d'instituts thématiques que le Conseil organise chaque année n'ait cessé d'augmenter en réponse aux besoins des universitaires et aux nouveaux thèmes qui ont émergé, deux sont demeurés des constantes dans le calendrier du Conseil. Il s'agit de *l'Institut sur la gouvernance démocratique*, organisé pour la première fois en 1992, et de *l'Institut sur le genre*, dont la première session s'est tenue en 1994. Les deux instituts ont été lancés à la suite de consultations et de débats approfondis au sein de la communauté scientifique du Conseil. Les débats ont porté sur les promesses et les écueils de la démocratie (libérale) et sur l'exigence de genrer les sciences sociales en Afrique. Au fil des débats, il est apparu d'importantes lacunes intellectuelles qui entravaient la participation efficiente d'universitaires et d'acteurs politiques africains aux débats sur la démocratie, et leur capacité à aborder la question du genre. L'une de ces lacunes était la vacuité de la notion de gouvernance telle qu'elle est professée par, entre autres, les africanistes du Nord et les institutions de Bretton Woods. En effet, la gouvernance a été utilisée pour émousser les contextes historiques dans lesquels les luttes pour la démocratie ont été menées, et a, par la suite, conduit de nombreux acteurs occidentaux à développer une conception technocratique et dépolitisée de la gouvernance dont la valeur était, largement, mesurée à l'aune d'un désinvolte ajout, sans nuance et sans contexte, du qualificatif «bon» ou «mauvais» au mot gouvernance. Cependant, le CODESRIA a estimé qu'une notion de gouvernance avait plus de sens si elle était comprise dans son contexte historique, et interrogée comme une réalité politique, rendue pertinente, précisément, par les luttes menées par les peuples du continent africain. Cela a incité le Conseil à créer l'Institut sur la gouvernance démocratique et à mettre l'accent sur le fait qu'indépendamment de la lutte démocratique, la notion de gouvernance était tout simplement vide.

Un ensemble de préoccupations similaires entourait l'engagement du CODESRIA dans le domaine du genre. Le Conseil a hésité à adopter le genre comme catégorie analytique, un domaine qui émergeait comme critique pour la recherche en sciences sociales. Peut-être aveuglé par l'hypothèse que le genre, en tant que catégorie analytique, n'avait pas suffisamment développé d'outils pour sa vulgarisation dans les sciences sociales, le Conseil avait hésité à inclure le genre, un domaine qui apparaissait comme essentiel à la recherche en sciences sociales, en tant que catégorie d'analyse. En outre, il existait un argument selon lequel la

recherche telle qu'orientée au sein du CODESRIA n'opérationnalisait guère l'étude de la société, et ne lui portait qu'une attention inadaptée aux réalités sexospécifiques quotidiennes dans la société. Ce n'est qu'en 1994 que le CODESRIA soutiendra l'organisation d'une conférence majeure sur l'intégration du genre dans les sciences sociales, et que le Conseil, en réponse aux arguments convaincants d'universitaires lors de cette conférence et au sein de la communauté, a officiellement adopté et, systématiquement, opérationnalisé le genre en tant que catégorie d'analyse. Ces contextes expliquent la création de l'Institut sur la gouvernance démocratique en 1992 et de l'Institut sur le genre en 1994. Depuis leurs premières sessions, le Conseil a tenu les deux instituts chaque année exceptés en 2020 pour l'Institut sur la gouvernance démocratique, et en 2000, 2017 et 2020 pour l'Institut sur le genre. À ce jour, l'Institut sur la gouvernance démocratique a accueilli 548 participants tandis que l'Institut du genre a enregistré 492 lauréats. Les contextes dynamiques de la conceptualisation des Instituts, le nombre croissant de lauréats et le fait que 2023 marque le 50<sup>ème</sup> anniversaire du CODESRIA suggèrent que le moment est venu de procéder à un inventaire sérieux et de réfléchir sur l'avenir des Instituts. De plus, en 2023 débute le nouveau cycle de planification stratégique 2023-2027, un moment propice à une nouvelle réflexion sur ces deux domaines thématiques dans le plan. La session 2023 de l'Institut sur le Genre s'est tenu tiendra du 7 au 9 juin 2023 à Kampala, en Ouganda, tandis que celle de l'Institut sur la Gouvernance Démocratique a eu lieu du 5 au 7 juillet 2023 à Lomé, au Togo.

En 2017, le CODESRIA a introduit le programme initiative de recherche pour la construction du sens (MRI) comme son principal outil d'appui à la recherche. Comme ses prédécesseurs, le MRI se concentre sur le soutien à la recherche qui contribue aux agendas pour imaginer, planifier et créer des futurs africains. Le MRI a remplacé cinq outils que le CODESRIA avait déployés les années précédentes pour soutenir la recherche : les Groupes de travail nationaux (GTN), les Groupes de travail multinationaux (GTM), les Réseaux de recherche comparative (RRC), les Groupes de travail transnationaux (GTT) et les bourses postdoctorales. Le regroupement de ces outils en un seul permettra d'accroître la clarté et la visibilité de la recherche soutenue par le Conseil. L'adoption du MRI a renforcé l'engagement du CODESRIA envers les tâches d'interprétation et d'explication qui l'ont vu produire des travaux révolutionnaires sur des questions thématiques telles que la démocratisation et la réforme économique en Afrique. Le MRI pousse vigoureusement les chercheurs à s'attaquer aux tâches d'explication et d'interprétation tout en s'appuyant sur l'observation attentive des réalités sociales africaines. Les projets financés dans le cadre de cette initiative doivent satisfaire à la plupart des critères suivants :

1. Proposer des recherches sur des aspects importants des réalités sociales africaines qui s'inscrivent dans les thèmes prioritaires du CODESRIA, tels que décrits dans le plan stratégique du CODESRIA.
2. Être guidés par des questions claires qui explorent les aspects déroutants des réalités sociales de l'Afrique et de sa position dans le monde, tout en reflétant un intérêt pour les questions de diversité, y compris le genre.
3. Être fondée sur une exploration approfondie des réalités sociales et de l'histoire du continent.
4. Traiter de manière constructive et rigoureuse les futurs africains.
5. Être ambitieux sur le plan théorique et avoir pour objectif clair de fournir des moyens nouveaux et innovants de comprendre et de donner un sens aux réalités sociales africaines.
6. Explorer de multiples cadres spatiaux, temporels et sectoriels lorsque cela contribue au processus de création de sens.
7. Donner des gages d'une bonne connaissance de la production intellectuelle du CODESRIA sur le sujet de recherche.

Dans sa quête d'exploration des sciences humaines dans ce moment de transition, le CODESRIA invite à proposer des articles qui utilisent la pandémie comme un prisme pour explorer la production de connaissances dans les sciences sociales et humaines en Afrique et sur l'Afrique ; ou qui utilisent les sciences sociales et humaines comme un cadre pour donner un sens à la pandémie, avec un accent particulier sur les façons dont les processus et dynamiques de longue date façonnent, sont influencés par, et se manifestent pendant un tel événement.

## **Perspectives de la recherche en Afrique en sciences sociales et humaines : variétés thématiques**

Du 7 au 12 juin 1999 à Libreville (Gabon), je participais en tant membre invité de la commission française pour l'UNESCO à la co-organisation avec la commission gabonaise pour l'UNESCO du colloque international sur le thème «les sciences sociales en Afrique : bilan et perspectives». Il s'agissait de voir, comment la réalité sociale africaine a été interprétée, décryptée et construite à travers des discours successifs, celui de la période coloniale, celui des indépendances, puis celui de la période postcoloniale à travers le discours de la démocratisation. En effet en ce début de siècle où l'Afrique subsaharienne est confrontée, comme d'autres régions du monde, à des problèmes humains et sociaux cruciaux, la réflexion sur la place, l'apport et le rôle des sciences sociales a été présentée comme un enjeu à la fois scientifique pour les chercheurs, social, politique et économique pour les décideurs. Les sciences sociales peuvent contribuer grandement à la compréhension de ces problèmes et aider de ce fait à la décision. L'idée de dresser un bilan et de tracer de nouvelles perspectives n'est pas une idée totalement nouvelle. Toutefois, le projet donnait à cet objectif un intérêt et une portée particulièrement forts pour quatre raisons : d'abord, *l'opportunité du moment choisi* : l'urgence des problèmes est réelle. Comme les sciences sociales connaissent dans l'enseignement supérieur et la recherche en Afrique un développement important, les chercheurs disposent désormais du recul temporel nécessaire à une évaluation objective. Il convient donc pour les chercheurs de réfléchir au rôle de celles-ci dans la formation et la professionnalisation des étudiants, ainsi que dans le traitement scientifique des questions de sociétés. Ensuite, la prise en compte *des études pluridisciplinaires et interdisciplinaires* : les bilans et l'analyse des perspectives sont souvent menés à partir d'une seule discipline. A l'inverse, la réflexion a porté sur les sciences sociales et humaines, notamment : l'anthropologie, la sociologie, la démographie, la science politique, l'histoire, la géographie humaine, la communication et l'économie. Puis, la considération de la *dimension plurilinguistique* : le colloque a offert à des chercheurs anglophones, francophones et lusophones, la possibilité d'une confrontation directe de leurs analyses et de leurs travaux dans une perspective comparative. Cela a été une occasion exceptionnelle de pallier les difficultés de circulation des idées et de mobilité des chercheurs du sud et du nord.

Par la suite, notre Groupe de Travail N° 22 de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) participait du 18 au 20 avril 2007 à Dakar Sénégal, à la co-organisation avec le Comité de Recherche N° 16 de l'AISLF, du colloque international sur «Les vocations actuelles de la sociologie francophone». Celui-ci s'est appesanti d'une part, sur les différentes formes d'«utilité» de la sociologie que peuvent revendiquer les sociologues et la place qu'elles occupent selon les contextes nationaux et/ou régionaux ; d'autre part, sur l'éthique de la discipline sociologique, aussi bien dans sa dimension critique que dans sa dimension professionnelle. Poursuivant la réflexion sur les sociétés africaines,



le GT 22 Afin de poursuivre les discussions précédentes lors du XVIII<sup>e</sup> Congrès de l' AISLF tenu du 4 au 9 juillet 2009 à Istanbul (Turquie), notre Groupe de Travail N° 22 regroupant 95 membres à cette période a eu à réfléchir sur le thème «Les sociétés africaines dans la mondialisation contemporaine : questions et réponses sociologiques». Les sous-thèmes ont porté la réflexion d'une part, sur les outils théoriques et méthodologiques de la démarche sociologique utilisées pour l'analyse des sociétés africaines ; d'autre part, sur les différents paradigmes mobilisés, en rapport avec tel ou tel champ politique, économique, social, culturel, religieux ; cela, sans éluder la question de l'historicité de ces sociétés.

Par la suite, du 16 au 19 février 2010, s'est tenu à Brazzaville le colloque international de sociologie sur le thème «Sociologie des mutations, mutations des sociétés». Celui-ci a été organisé conjointement par l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), par son GT 22 et le Département de sociologie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville. Soit un total de 350 personnes qui ont pris part à ce colloque dont les travaux ont été chaque jour commentés dans les medias nationaux et internationaux. Dans le contexte général de mutations sociales où le local côtoie le global, l'analyse sociologique des sociétés contemporaines a pu bénéficier au cours de ce colloque, de plusieurs regards et postures sociologiques, afin de mieux répondre aux défis du monde contemporain et aider à la décision.

Le colloque international de Brazzaville des 16-19 février 2010 s'est, dans les plénières et dans les ateliers, appesanti sur quatre thèmes principaux : Etat, gouvernance, société civile ; Travail et dynamiques entrepreneuriales ; Santé et développement ; le religieux et le culturel. Pour les aspects pédagogiques, il a été organisé le vendredi 19 février matin, une journée universitaire internationale de cours et séminaires pour les étudiants de sociologie de licence et de maîtrise ; ainsi que pour tous les doctorants de l'Université Marien Ngouabi, autour des thématiques suivantes : la sociologie et ses paradigmes ; les débouchés de la sociologie ; sociologie et sciences sociales.

L'interrogation centrale s'est énoncée en ces termes : quel éclairage scientifique, le chercheur en sciences sociales et humaines peut-il apporter à la compréhension des mutations dans les sociétés contemporaines ? Quelles sont les réponses apportées par les institutions et les acteurs nationaux et internationaux (L'Etat, les individus, la société civile, les organisations internationales, les ONG nationales et internationales) à ces mutations ? Et quelles sont les différentes postures que peut adopter la sociologie francophone face aux questions scientifiques, pédagogiques et face à la demande sociale ?

Ces mutations ont été analysées dans des approches comparées au niveau local et au niveau global ; cela, dans des sites privilégiés d'observation sociologique. La sociologie a, au cours dudit colloque, bénéficié des apports importants des autres sciences sociales et humaines (notamment de l'histoire, de la géographie, de l'anthropologie, de la philosophie, de la psychologie, de l'économie, du Droit, de la littérature, etc.). Plusieurs thèmes transversaux qui ont retenu l'attention des participants peuvent être rangés sous deux registres : d'une part, celui concernant les objets étudiés par la sociologie et les différents paradigmes explicatifs utilisés par la sociologie dans la construction sociale de la réalité ; d'autre part celui visant la nécessité d'articuler le travail empirique et le travail théorique ; la recherche fondamentale et la recherche appliquée ; la sociologie académique et la sociologie professionnelle. Dans un esprit de synthèse, et à la suite des différentes communications et des débats qui s'en sont suivis, les participants au colloque ont été amenés à identifier des axes principaux qui feront l'objet de recherches et d'études à moyen terme :

- Continuer à cerner les éléments caractéristiques du concept de mutation dans les différents domaines des sciences sociales et humaines, à travers les acticités matérielles et idéelles.

Les participants au colloque se sont posé la question de savoir dans quelle mesure, le passage d'une structure à l'autre permet de mieux appréhender les formes multiples de mutations sous leurs diverses désignations.

- Identifier quels sont les différents acteurs des mutations considérées aussi bien dans leurs aspects positifs que dans leurs aspects négatifs, en prenant en compte tous les «paliers en profondeur», toutes les temporalités historiques, et sociales (politiques, économiques, culturelles et religieuses, etc.).
- Pouvoir distinguer clairement l'Etat comme principe d'unification et de présentation de son unité politique, de la notion de gouvernance comme mode d'exercice du pouvoir.
- Réfléchir à la pertinence du rapport entre les pratiques et les représentations des individus. Les participants au colloque sont revenus sur l'une des questions soulevées pour savoir dans quelle mesure, une sociologie des mutations implique-t-elle une sociologie de l'imaginaire identifiable à travers des acteurs inédits des sociétés africaines contemporaines que sont les enfants-soldats, les miliciens, l'individu croyant et dansant, les «tués-tués» (ou prostituées) en tant que femme-miroir, reflet des sociétés urbaines? Sur un autre site d'observation sociologique, les religiosités populaires participent-elles du processus de «ré-enchantement du monde», du «retour du religieux»? Ou bien sont-elles plutôt constitutives des formes de recompositions, de ré-invention du religieux et des modes multiples d'existence des individus dans différents contextes sociaux dont ceux liés à la rareté matérielle?
- Considérer les dynamiques entrepreneuriales comme créatrices de valeurs qui dépendent aussi de l'environnement socio-culturel; et de situer le phénomène migratoire dans le contexte accéléré de la mondialisation contemporaine.
- Analyser de manière comparative toutes les formes de pathologies sociales liées aux problèmes de santé de la population, à la pauvreté et aux situations post-confliktuelles.

Tout ceci, de sorte que dans leurs analyses de sociologie fondamentale et appliquée des sociétés contemporaines d'Afrique, des Amériques, d'Asie, d'Europe et de l'océan Indien, les sociologues des sociétés africaines subsahariennes doivent être attentifs aux différentes mutations sociales au sein desquelles se lisent les dynamiques internes et les dynamiques externes, le local et le global. S'agissant des sociétés africaines contemporaines, il ne serait pas pertinent scientifiquement de regarder celles-ci sans chercher à les replacer dans le système-monde. Et qu'il est plus opératoire, dans une visée prospective, de considérer les sociétés africaines comme de véritables actrices de leur développement. Enfin, de manière globale, quelles que soient les postures prises par les sociologues la démarche sociologique se laisse appréhender dans ses dimensions fondamentale et appliquée; Elle permet au sociologue en particulier de s'interroger dans une démarche réflexive sur les fondements méthodologiques et sur l'utilité sociale de la sociologie qui doit sans cesse se renouveler tout en renouvelant ses grilles d'analyse et de lecture des sociétés dans un monde en mutation. Et dans l'actualité de la recherche en sciences sociales en Afrique subsaharienne, de nouveaux objets d'étude inédits conduisent à penser autrement les questions d'environnement, de développement durable, d'informalité, de risques, de guerres, de violence, de précarité, de croyances religieuses. Dans quelle mesure les sciences sociales et tout particulièrement la sociologie sont-elles aptes à appréhender ces objets dans les sociétés africaines? Comment penser la mondialisation lorsque la discipline sociologique est calquée sur la dimension nationale, et étroitement liée à la construction de l'Etat-Nation?

Ainsi, je me suis toujours fait à l'idée que dans l'énonciation de nouvelles approches méthodologiques transversales, les chercheurs africains et africanistes en sciences sociales

et humaines doivent dans l'internationalisation du savoir, prendre en compte dans leurs études et travaux, plusieurs faits sociaux préoccupant nécessitant un travail réflexif et comparatif ; sans vouloir les citer tous, citons pêle-mêle quelques-uns d'entre eux : le dérèglement climatique, les crises sociales, politiques, et économiques, la question du développement, la question environnementale, la question des patrimoines matériels et immatériels, la question du plurilinguisme, la question des inégalités sociales, la question du genre, la question du lien social<sup>1</sup>, la question de la formation des Etats, la question des transitions politiques et démocratiques, les formes de xénophobie, d'exclusion et d'intolérance, les violences guerrières interétatiques et intra-étatiques.

## Conclusion

Ces quelques éléments de recherche et de réflexion fournis ici ont tenté, dans une dialectique du proche et du lointain, répondre aux questions suivantes : peut-on penser l'Afrique du dedans et du dehors ? A partir de mon vécu historique mouvementé et ma pratique scientifique, comment analyser les faits sociaux sans être taxé d'afrocentrisme ? Je partirai de cette pétition de principe d'après laquelle, l'espace de production des savoirs scientifiques sur les sociétés est aussi, sinon souvent l'espace d'expérimentation sociale du chercheur ; ou pour le dire autrement, c'est l'espace d'expression de la lutte des classes dont la production des idées en est généralement l'expression. Dans la discontinuité historique anté-coloniale, coloniale et postcoloniale en Afrique subsaharienne, quelles alors sont les modalités de formations des subjectivités politiques, économiques, sociales, culturelles et religieuses observables par l'anthropologue ? Quels sont les outils théoriques utilisés pour penser les productions africaines de la modernité ? Telle est la centralité de mes questionnements sans cesse renouvelés à la faveur des changements sociaux étudiés à partir du terrain congolais et du terrain français. Mes éléments de réflexion s'appuient alors sur un ensemble d'activités de recherches et de productions de travaux réalisés au cours de près que quarante années d'observation et d'expérience dans les domaines de l'anthropologie, de la philosophie morale et politique. Pour synthétiser la trame épistémologique de que je viens de dire, je suis parti du constat de l'existence d'une pluralité des « régimes d'historicité »<sup>2</sup> identifiables dans les sociétés africaines subsahariennes où la surimposition coloniale, la gestion autochtone des pouvoirs depuis les indépendances et l'inflation des modèles de développement ont donné lieu à la formation de plusieurs expériences inédites, notamment dans les champs du politique, de l'économique et du religieux. C'est à travers l'analyse de tous les systèmes pratiques et symboliques définissant les modalités des relations des individus à l'autre, à la nature et au monde, que j'ai porté un regard analytique et critique sur quelques nouvelles

1. A ce sujet, un ouvrage rassemblant entre autres quelques textes issus du colloque international de sociologie de l'AISLF de Brazzaville de 2014 paraîtra en mars 2024 aux Presses universitaires de Pau et des Pays de l'Adour (France) sous l'intitulé « *Lien social et nouvelles formes de sociabilité* » (dir. Abel Kouvouama et Régine Tchicaya-Oboa).
2. Selon le sens que lui en donne l'historien Jacques Revel, par « régimes d'historicités », il faut entendre, « l'ensemble des rapports qu'un acteur social collectif ou une pratique sociale – comme l'histoire – entretient avec le temps, ainsi que de la manière dont ces rapports sont engagés dans un présent qui peut être celui de la mémoire, de l'action, du savoir. De façon plus précise et plus opératoire, la notion peut permettre d'articuler ensemble trois registres : la construction d'un rapport au temps historique ; les modalités cognitives d'un savoir sur le passé ; les formes dans lesquelles ce savoir peut s'énoncer » (cf. Jacques Revel, *Les sciences historiques*, en Jean-Michel Berthelot (dir.), *Epistémologie des Sciences sociales*, Paris, PUF, 2001, p. 33.

approches méthodologiques et thématiques portant sur des objets d'étude des sociétés africaines dans un monde en mouvement fait d'interdépendance.

Pau, le 12 décembre 2023

**Abstract.** This article offers a reflection on current research in Africa in the field of social and human sciences. Regular scientific meetings with colleagues in African societies, discussions with colleagues in our various interdisciplinary networks of social and human sciences in Africa and Europe, as well as shared publications justify such temerity. Can we think of Africa from the inside and the outside? Based on my eventful historical experience and my scientific practice, how can I analyze social facts without being accused of Afrocentrism? I will start from the begging the question according to which the space of production of scientific knowledge on societies is also, if not often, the space of social experimentation of the researcher. In the ante-colonial, colonial and post-colonial historical discontinuity in sub-Saharan Africa, what are the modalities of formation of political, economic, social, cultural and religious subjectivities observable by the anthropologist? What are the theoretical tools used to think about African productions of modernity? This is the centrality of my constantly renewed questions thanks to the social changes studied from the Congolese and French terrain.

**Keywords :** news, scientific knowledge, formation of subjectivities, African modernity

**Rezumat.** Acest articol își propune să reflecteze asupra cercetărilor actuale din Africa în domeniul științelor sociale și umane. Întâlnirile științifice regulate cu colegi din societățile africane, discuțiile cu colegi în diferitele noastre rețele interdisciplinare în științele socio-umane din Africa și din Europa, precum și publicațiile în comun îndreptătesc o asemenea încercare. E posibil să reflectezi asupra Africii dinăuntru și din afară? Pornind de la experiența mea istorică de viață agitată și de la activitatea mea științifică, cum pot fi analizate faptele sociale fără să fi taxat de *afrocentrism*? Voi pleca de la petiție de principiu conform căreia spațiul producției cunoștințelor științifice despre societăți este adesea spațiul experienței sociale a cercetătorului. Care sunt, în discontinuitatea istorică ante-colonială, colonială și post-colonială din Africa sub-sahariană, modalitățile de formare a subiectivităților politice, economice, sociale, culturale și religioase observabile de către antropolog? Care sunt instrumentele teoretice utilizate pentru a gândi producțiile africane ale modernității? Acesta este centrul de greutate al întrebărilor mele mereu reînnoite pe măsura studierii schimbărilor sociale pornind de la terenul congolez și de la cel francez.

**Cuvinte-cheie :** actualitate, cunoștințe științifice, formarea subiectivităților, modernitate africană